

13ème Congrès mondial des Chambres de commerce à Genève : Un appel à une mondialisation responsable et à l'innovation pour un avenir durable

Swiss Arab Entrepreneurs Platform, 12.07.2023

14–18 minutes

Le 13^{ème} Congrès mondial des chambres de commerce (WCG) s'est récemment clôturé à Palexpo à Genève, cet événement a réuni du 21 au 23 juin 2023, près de 1 500 participants provenant de 117 pays et 165 orateurs sur le thème du « Multilatéralisme au service de la paix et de la prospérité ».

Organisé par la Chambre de commerce internationale (ICC), la Fédération mondiale des chambres de commerce (WCF) ainsi que la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), cet événement vise à favoriser les partenariats et les opportunités d'affaires à l'échelle mondiale. Comme tous les deux ans, il a offert aux dirigeants et professionnels des chambres de commerce l'occasion d'échanger des idées, de partager leurs bonnes pratiques et de développer leur réseau.

Des conférencières et conférenciers renommés, tels que Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'Organisation mondiale du

commerce (OMC), António Guterres, secrétaire général des Nations Unies et Klaus Schwab, fondateur et directeur du Forum économique mondial, sont venus partager leur vision de la diversité, de son effet sur la croissance, du rôle de l'innovation et de l'importance de la durabilité pour l'avenir.

« Le Congrès a fait rayonner l'esprit de Genève, capitale du multilatéralisme, en faveur de la paix et de la prospérité. Cet ADN s'est vu consacré par l'adoption du Manifeste de Genève. Plus important événement jamais organisé par la CCIG en 158 ans d'histoire, le Congrès mondial a également fait battre le pouls de l'économie genevoise avec des retombées économiques importantes à la clef » a déclaré Vincent Subilia, directeur général de la CCIG.

Trois jours intenses de débats sur le multilatéralisme, l'inclusion et l'innovation

En ouverture de la journée consacrée au thème « Démystifier le multilatéralisme », Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'OMC, a appelé à repenser la mondialisation pour la rendre bénéfique à tous et à renforcer la coopération internationale pour relever les défis économiques mondiaux. « Nous devons repousser les pressions en faveur de la fragmentation économique mondiale, qui sera coûteuse et pourrait bien affaiblir la résilience de la chaîne d'approvisionnement », a-t-elle déclaré. « Une meilleure voie à suivre est ce que nous appelons la remondialisation : des marchés plus profonds et déconcentrés obtenus en amenant plus de personnes et de lieux des marges de l'économie mondiale au grand public. ». Elle a également exhorté les chefs d'entreprise à soutenir la « mondialisation électronique ».

Philippe Varin, président de ICC France, a fait écho à ces propos en soulignant l'importance du multilatéralisme pour favoriser l'innovation technologique requise pour relever les défis majeurs tels que le changement climatique, tout en améliorant la prospérité de l'ensemble de la population mondiale.

Consacrée à l'innovation pour tous, la deuxième journée a mis en évidence l'importance de l'innovation continue pour les entreprises, en particulier les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME). La durabilité a été au cœur des discussions de la troisième journée. Le risque de réputation associé aux crimes environnementaux dans la chaîne d'approvisionnement a été souligné, et les entreprises incitées à exercer une diligence raisonnable pour les prévenir.

Le multilatéralisme pour un XXI^e siècle prospère

Le multilatéralisme est plus essentiel que jamais, selon Tatiana Valovaya, directrice générale de l'Office des Nations Unies de Genève. Cependant, elle a relevé la nécessité de prendre en compte davantage de voix d'États membres et de groupes marginalisés pour garantir une plus grande inclusivité. Les panélistes ont convenu que le secteur privé doit jouer un rôle clé dans l'élaboration des règles de gouvernance mondiale, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) qui représentent 90% du commerce mondial. Pour favoriser la croissance mondiale, il est crucial de connecter les PME aux avantages du commerce international. Toutefois, ainsi que le relève Mohammad Ali Rashed Lootah, président de Dubai Chambers, des obstacles leur en limitent l'accès : absence d'un système unifié d'exportation, divergences d'informations et droits

d'importation élevés. Une solution potentielle : la numérisation.

La transformation numérique, la clé des PME vers le marché mondial

Pendant la session « Faciliter le commerce : établir des partenariats pour la croissance mondiale », modéré par Barbara Ramos, cheffe Recherche et stratégies pour les exportations au Centre du commerce international (ITC), les intervenants Arancha González, doyenne de la Paris School of International Affairs (PISA), Mohammad Ali Rashed Lootah, président de Dubai Chambers, et Eric Loeb, vice-président exécutif de Salesforce, ont souligné les avantages du commerce numérique : échanges plus rapides, moins coûteux, transparents et accessibles à tous. Cela revêt une importance particulière pour les marchés émergents où des opportunités économiques sont souvent perdues en raison de la dépendance à des systèmes basés sur le papier. La numérisation peut agir comme un égalisateur pour les organisations de petite taille, en leur permettant d'accéder aux mêmes plateformes que les grandes entreprises. L'intelligence artificielle peut jouer un rôle essentiel pour aider les PME à accéder à l'information et à l'expertise. Cependant, ainsi que le note Arancha González, la fragmentation de l'espace numérique et le manque de compétences technologiques peuvent poser d'autres défis. Il faut aussi promouvoir le partage de données et l'interopérabilité.

La mise en œuvre du commerce numérique nécessite de plus l'adoption de normes universelles, pour une reconnaissance juridique des documents numériques, par exemple grâce à la Loi type sur les documents transférables électroniques. Les pays du G20 travaillent activement sur les réformes réglementaires

nécessaires et s'engagent dans des accords commerciaux favorables à la numérisation. Les intervenants l'ont noté : alors qu'elle ne concerne actuellement que 1% du commerce mondial, la numérisation sera tout simplement inévitable dans un avenir pas si lointain.

Pour tous, une protection efficace de la propriété intellectuelle

La protection de la valeur des réalisations innovantes était au centre de la session intitulée « L'innovation par tous et pour tous ». L'accès des MPME aux connaissances et aux conditions nécessaires pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle est loin d'être optimum. Or, pour ces entreprises, les conséquences financières de la non-protection de leurs droits de propriété intellectuelle peuvent être fatidiques. Économiste auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Piotr Strykowski souligne, au sujet de la contrefaçon : « pour les grandes entreprises, cela signifie moins de revenus, moins de profits. Pour une MPME, cela signifie un risque énorme de faillite ».

Selon Christina Wainikka, experte à la Confédération des entreprises suédoises, la grande majorité des MPME ne cherchent pas à enregistrer leur propriété intellectuelle, « et, à bien des égards, c'est la faute de ceux qui sont censés faciliter ce processus. Parce que nous parlons souvent des droits de propriété intellectuelle en termes très abstraits au lieu de les présenter pour ce qu'ils sont : une opportunité de vente ; une chance d'apporter une valeur supplémentaire et concrète ».

La protection de la propriété intellectuelle revêt une importance

particulière dans le contexte africain. L'enregistrement y a augmenté de 10% ces dernières années, ce qui témoigne de la prise de conscience croissante de la valeur économique de la propriété intellectuelle et de son rôle dans la promotion de l'innovation et la croissance économique du continent.

Entrepreneure technologique camerounaise, Rebecca Enonchong constate que les pays en développement ont tendance à être considérés comme des bénéficiaires de l'innovation plutôt que comme des pourvoyeurs d'innovation. « Et ce n'est évidemment pas vrai. Il s'agit d'exploiter les talents existants et de préserver leurs réalisations. Cela signifie, plus que tout, développer les politiques et les mécanismes pour protéger les MPME lorsqu'elles sont en concurrence avec les grandes entreprises. Parce que la réalité actuelle est que ces entreprises finissent simplement par les *dépasser* et les *dépenser* », a-t-elle déclaré.

Daren Tang, directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en appelle à « un écosystème de propriété intellectuelle plus inclusif, en particulier pour les femmes, les jeunes, les start-up et les MPME, qui représentent 90% des entreprises et offrent 70% des emplois dans le monde ». Les chambres de commerce ont aussi un rôle crucial à jouer pour sensibiliser et former les PME à la protection efficace de leurs droits, et les soutenir par un accès à des ressources et à des conseils spécialisés.

Le rôle du secteur privé et l'adoption des meilleures pratiques

Les panélistes ont convenu que le secteur privé doit jouer un rôle majeur dans l'adoption des meilleures pratiques et l'élaboration des règles de gouvernance mondiale. Les petites et moyennes entreprises (MPME) étant responsables de 90% du commerce

mondial, il est important d'amplifier leur voix, a déclaré Pamela Coke-Hamilton, directrice exécutive ITC.

La responsabilité des entreprises dans la chaîne d'approvisionnement a été considérée comme une opportunité de promouvoir la prospérité mondiale en intégrant des pratiques responsables. La transparence, la traçabilité et l'utilisation de la technologie blockchain ont été mises en avant pour des chaînes d'approvisionnement durables.

Des réalisations exceptionnelles primées, l'occasion pour la Turquie de briller

Les réalisations exceptionnelles des Chambres de commerce du monde entier ont été récompensées par la remise de quatre prix. Auckland Business Chamber of Commerce a ainsi remporté le prix « Best Partnership Project » pour son projet axé sur la santé mentale et le bien-être des chefs d'entreprise et Alexandria Chamber of Commerce a été primée dans la catégorie « Best Unconventional Project » pour son projet novateur utilisant de l'énergie solaire et créant des emplois tout en réduisant les émissions de CO₂.

La Turquie a raflé les deux autres prix : la distinction « Best Chamber Model Innovation Project » a été remportée par Ankara Chamber of Commerce pour son projet innovant d'offre de services adaptés aux besoins des membres et Gaziantep Chamber of Commerce a reçu la récompense « Best Gender Equality Project » pour son projet favorisant l'autonomie des femmes entrepreneures. Ces succès témoignent du dynamisme de la Turquie et soulignent le rôle essentiel des chambres de commerce turques dans le développement économique et social

du pays.

Notons encore que les chambres de commerce de la Chambre économique fédérale autrichienne (Autriche) figuraient parmi les finalistes dans la catégorie "Best Chamber Model Innovation Project" pour son projet "Commercial Approach to Anti-Corruption", Dubai Chambers (UAE), pour son projet Intelligent Certificate of Origin et Business NSW (Australie) pour son projet Business NSW Critical Response Business Hub.

Une clôture très helvétique

Lors de la cérémonie de clôture de congrès, Helene Budliger Artieda, secrétaire d'État à l'économie (SECO) de la Confédération helvétique, a pris la parole devant un public attentif. Son discours, empreint d'importance et de soutien, visait à témoigner de l'engagement du gouvernement suisse envers le secteur privé, reconnaissant ainsi son rôle essentiel dans la prospérité économique du pays.



Une grande diversité d'exposants

La salle d'exposition du Congrès a offert une plateforme pour découvrir les dernières innovations, établir des connexions commerciales, partager connaissances et bonnes pratiques avec des exposants venus du monde entier, voici quelques-uns des participants:

- entreprises suisses: Swiss Medical Gate, Caran d'Ache, Glencore Geneva, Hirslanden, Gault Millau, Swiss Arbitration Association et Transition Management Group ;
- chambres de commerce: Torino Chamber of Commerce, Industry, Crafts and Agriculture, Dubai Chamber, Islamic Chamber of Commerce, Industry and Agriculture, Chamber of Commerce and Industry of Portugal, Swiss Chinese Chamber of Commerce ;
- entreprises internationales : Glue Up (société américaine spécialisée en technologies de l'information), Group Engram (cabinet de conseil stratégique canadien dédié à la croissance des PME), Eversheds-Sutherland et TDM Trade Data Monitor.

Comptant parmi les exposants, la MSC Foundation a partagé sa vision unique en faveur de la restauration de l'équilibre critique entre les êtres humains et la nature à travers des initiatives indépendantes et sans but lucratif.

Pour marquer la fin du congrès, Barbara Klossner a enflammé la salle en interprétant des chansons en suisse allemand, y compris le célèbre chant traditionnel suisse appelé le « yodel ». Elle a captivé le public en l'invitant à se joindre à elle pour une danse endiablée, créant ainsi une ambiance conviviale et animée.





Des recommandations pour un avenir meilleur et plus prospère pour tous

Le congrès a été l'occasion de formuler des recommandations visant à renforcer la coopération internationale, promouvoir l'accès équitable aux opportunités économiques, lutter contre les inégalités, favoriser la transformation numérique et promouvoir l'innovation responsable. Par la signature du « Manifeste de Genève », les organisateurs du Congrès se sont engagés à redoubler d'efforts pour faire la différence dans l'économie réelle en faveur de l'inclusion économique, de la coopération mondiale et du développement durable.

Ces recommandations mettent en évidence l'importance de l'innovation pour assurer un avenir durable. Il est crucial d'investir dans la recherche et le développement et de favoriser une pensée avant-gardiste. L'utilisation de l'intelligence artificielle a été soulignée comme un moyen de trouver des solutions novatrices dans divers secteurs, y compris celui de la nutrition, tout en tenant compte des conséquences environnementales et sociales à long terme. Il a été suggéré de promouvoir activement le rôle de

l'innovation par le biais de partenariats public-privé et de campagnes de communication et de sensibilisation. En investissant dans des solutions durables, en adoptant une culture de l'innovation, un avenir meilleur et plus prospère pour tous peut être façonné.

Rendez-vous pris dans deux ans à Melbourne

Après avoir remercié tous les participants, la CCIG a passé officiellement le relais au co-organisateur du 14^{ème} Congrès mondial des Chambres de commerce qui se tiendra à Melbourne en Australie en septembre 2025 : la promesse de continuer à rassembler les leaders économiques et les acteurs du monde entier et à promouvoir la coopération internationale et l'innovation économique.